

silos-élevateurs comme il en avait l'intention. D'une part, le président du Conseil du Trésor a dit qu'en vendant ces élevateurs il économiserait 8.3 millions de dollars et, d'autre part, les prévisions budgétaires indiquent une économie de \$930,000. Je ne comprends pas.

Il est aussi intéressant de noter qu'on se débarrasse des terminus intérieurs dans l'Ouest, mais qu'on prévoit d'en construire de nouveaux dans l'Est du pays. J'ai reçu un communiqué de presse l'autre jour disant que quatre ou cinq compagnies d'élevateurs ou groupes privés recevront des subventions ou des prêts pour construire des terminus dans l'Est du pays. Il y a deux ans, la Chambre a adopté un budget de 8 millions de dollars pour aider à construire un élévateur terminus commandité par les coopératives de l'Ontario dans le but de desservir une usine de graines oléagineuses qui serait construite à côté dans la région de Windsor. L'usine de graines oléagineuses n'était pas rentable jusqu'à ce que l'élévateur soit construit, et le gouvernement a donc fourni une aide de 8 millions de dollars à un moment où les usines de graines oléagineuses dans l'Ouest du pays avaient de la difficulté à survivre.

Le gouvernement ne s'intéresse pas à la question de savoir si l'agriculture est viable dans l'Ouest du pays. Il a décidé de vendre ces élevateurs intérieurs à un prix que personne ne connaît. Nous ne savons s'il y a eu une mise à prix ou ce qui arrivera s'ils ne sont pas vendus. Nous ne savons pas ce qui arrivera au personnel.

Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) et le ministre responsable de la Commission du blé ont déjà dit que ces élevateurs étaient sous-utilisés. Il est vrai qu'ils ne sont utilisés qu'à 20 ou 25 p. 100 de leur capacité, mais même dans ces conditions ils enregistrent des bénéfices. Ils prétendent que s'il en est ainsi c'est à cause des syndicats du blé et de l'UGG mais il est intéressant de remarquer que ceux de Moose Jaw et de Saskatoon sont maintenant utilisés au maximum, surtout par les syndicats.

Je ne pense pas que le ministre de l'Agriculture et le ministre responsable de la Commission du blé aient jamais discuté de l'utilisation de ces élevateurs avec les représentants des chemins de fer ou des associations agricoles. Ils font tous partie du réseau que le ministre a décrit. L'acheteur des élevateurs terminus devra réclamer au producteur les intérêts sur le prix d'achat et le coût en capital. On pourrait soutenir qu'on ne devrait pas tenir compte des frais de premier établissement mais si les élevateurs sont rachetés par une société, ils devraient au moins récupérer leur investissement fixé au moment de la vente. Ces élevateurs ont été construits dans les années 1920.

Les élevateurs devraient être utilisés à pleine capacité, après consultation avec les sociétés d'élevateurs du réseau, les chemins de fer et les organismes agricoles, en fournissant des services payants aux différentes sociétés céréalières. Par «payants» j'entends le coût réel de l'exploitation et de l'entretien des élevateurs. Le gouvernement ne peut inclure le coût en capital qui a déjà été amorti plusieurs fois. Les céréales pourraient ainsi être exportées plus rapidement, on éviterait les embouteillages sur la côte ouest ou les frais de surestarie et la circulation du grain serait plus régulière.

Transport des grains

Le Nouveau parti démocratique a conseillé au gouvernement de demander aux chemins de fer d'ajouter 4,000 wagons-trémies à leur parc. Il leur en a déjà fourni 8,000 gratuitement, à la condition qu'ils les maintiennent en bon état. Sauf erreur de ma part, les chemins de fer fonctionnent actuellement à 50 ou à 75 p. 100 de leur capacité. A mon avis, ce ne sont pas d'autres wagons-trémies qu'il nous faut mais nous devrions savoir à quoi servent les wagons, qu'il s'agisse des wagons-trémies ou des wagons couverts.

Si le ministre ne le fait pas, les membres de la Commission du blé devraient s'entretenir avec les représentants des sociétés d'élevateurs, des chemins de fer et des associations agricoles afin de déterminer de quelle manière on pourrait exploiter le réseau au maximum. Je ne pense pas que cela ait été fait jusqu'à présent. Grâce à la collaboration des différents organismes et des parties, on pourrait apporter bien d'autres améliorations au système. Mais l'ennui, c'était le manque de cohésion.

Si les grains pouvaient être livrés à temps à la côte ouest ou à Thunder Bay on épargnerait des millions de dollars en frais de surestarie. On a demandé au ministre ce qu'il en pensait et il a répondu: «Oh, nous ne savons jamais quand les navires vont arriver.» Il donne l'impression que les navires flottent dans le ciel et atterrissent dans le port. Ils sont pourtant en mer pendant un certain temps et demeurent en contact radio. Les contrats sont passés plusieurs semaines et plusieurs mois à l'avance et les représentants de la Commission du blé et des sociétés d'élevateurs savent quand ces navires vont accoster.

Pour terminer, je voudrais dire que le Canada a tout ce qu'il faut pour produire beaucoup plus de grain. Nous avons ce qu'il faudrait pour livrer ce grain à l'étranger si les divers éléments du réseau voulaient seulement collaborer, si le ministre responsable de la Commission canadienne du blé et le ministre de l'Agriculture voulaient faire leur travail. Les marchés sont là, et il y en aura encore plus. Le monde a besoin de produits alimentaires en quantités sans cesse croissantes, mais si nous continuons de saboter notre réputation avec nos livraisons de grain, nous allons continuer de perdre des marchés. Cela aura des effets draconiens sur l'économie non seulement de l'Ouest du Canada, mais du pays tout entier.

● (1742)

M. J. Larry Condon (Middlesex-London-Lambton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire quelques mots dans ce débat pour faire savoir à la population de l'Ouest que dans l'Est du pays, et tout spécialement dans le sud-ouest de l'Ontario, nous nous intéressons à eux et à leurs problèmes.

Ce débat nous amène le sac et la cendre, monsieur l'Orateur. Depuis quelques années on répète à la population que les temps sont durs, que tout va mal. Je commence à me demander si les hommes politiques que nous avons ici et si les media du pays comprennent la situation, ou s'ils demandent simplement aux gens en particulier quels sont leurs problèmes.

Je dis cela en toute sincérité, parce que l'un des grands problèmes actuels du Canada vient de ce que tout le monde s'imaginerait que tout va mal. Voilà ce qu'ont réussi à faire les partis d'opposition et dans certains cas les media, en cherchant à répandre l'impression que la situation est mauvaise et que le gouvernement est mauvais.